



Septembre 1992, Florina : les manœuvres du 1^{er} corps d'armée à proximité de la frontière yougoslave.

puissantes des Balkans, conclut par ce bouquet final quatre jours d'un grand exercice baptisé « Philippe de Macédoine » : 5 000 hommes, conscrits et réservistes, 160 blindés appuyés par l'aviation ont été engagés. Avant de regagner son hélicoptère, Iannis Varvitsiotis, le ministre de la Défense, tentera d'expliquer que la Grèce n'a pas d'ennemi, que l'armée doit bien s'entraîner et qu'il ne s'agit en aucun cas d'une manœuvre d'intimidation. Mais quelques minutes plus tôt, au micro, il avait déclaré d'un ton martial : « Nous ne revendiquons rien, mais nous ne céderons rien. Jamais la Grèce n'acceptera que lui soit volée son histoire. » D'ailleurs le public ne s'y trompe pas : l'ennemi existe, là, tout près, derrière cette montagne aride. « Crois-moi, ils entendent le canon, ça les calme mieux que tous les discours », assure Costas, un étudiant en théologie de 19 ans.

Plus tard, dans l'après-midi, toutes les troupes engagées défilent sur une petite route à l'entrée de Meliti, un village situé à quatre kilomètres de la frontière. « Vas-y, petit, continue, jusqu'à Skopje, t'arrête pas, Kaputt ! », crient des femmes aux jeunes tankistes qui gonflent le torse. Bien sûr, dans ce bled où chacun se connaît, toute la population est de la revue. Même si certains se montrent nettement moins enthousiastes. Car dans cette région vivent aussi de très nombreux slavophones qui, eux, ont souvent de la famille de l'autre côté : « Je n'ai rien contre Skopje et je ne suis pas le seul », confie discrètement un paysan tout en regardant autour de lui, pas très rassuré. Et à le voir ainsi, inquiet du qu'en-dira-t-on, on imaginerait presque que la démocratie grecque connaît quelques ratés dans ses confins du Nord.

On a peine à le croire, mais cette Grèce membre de l'OTAN, partenaire de la Communauté européenne et signataire de Maastricht n'hésite pas, en 1992, à faire étalage de sa force militaire pour impressionner ses voisins immédiats. « Molon lave », la devise du 1^{er} corps d'armée, est devenue un slogan national. C'est le cri lancé il y a vingt-cinq siècles aux Thermopyles par Léonidas et ses trois cents Spartiates que les Perses sommaient de se rendre. « Molon lave », en gros, « Viens me chercher si tu es un homme ».

Quelles sont les hordes de barbares qui font ainsi trembler le Parthénon ? Deux petits millions d'ex-Yougoslaves de cette République de Macédoine qui a proclamé son indépendance à la suite de la Slovénie, de la Croatie et de la Bosnie-

Herzégovine. Une sorte d'enclave pluri-ethnique qui est parvenue jusqu'à présent, comme par miracle, à éviter les affrontements sanglants qui déchirent les autres républiques de l'ancienne Yougoslavie. Un mini-Etat à l'économie ruinée qui n'a toujours pas obtenu sa reconnaissance internationale et qui risque à tout moment d'être entraîné dans la tourmente infernale qui souffle sur les Balkans.

Pour comprendre l'in vraisemblable conflit qui se prépare entre Skopje et Athènes, il faut se reporter rapidement à son manuel d'histoire. En 1913, après deux guerres balkaniques, les Grands se partagent les restes de l'Empire ottoman et redécoupent à la hache les frontières d'une Macédoine que tous ses voisins convoitent. Une grande partie revient à la Grèce, une autre à la Serbie et le reste à la Bulgarie. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, Tito remodèle à son tour la Yougoslavie et crée la République de Macédoine, qui bénéficiera d'un demi-siècle de stabilité pour se forger une identité.

La simple évocation de ce passé récent fait sortir les Grecs de leurs gonds. « Une pure invention. Aucune carte, aucune statistique ne prouve l'existence d'une nation macédonienne avant 1944. La stratégie de Tito et de Staline était claire. Ils ont fomenté une guerre civile chez nous, puis ils ont créé de toutes pièces cette pseudo-République de Macédoine dans un seul but, toujours le même : accéder à la mer Egée et spolie la Grèce », tonne Nikolaos Martis, ancien ministre de la Grèce du Nord. « Plus de 5 000 inscriptions en grec ont été trouvées en Macédoine. Je voudrais qu'on m'en montre une seule en macédonien », précise-t-il. Et de sortir un énorme dossier sur une Macédoine, « berceau de la civilisation grecque » : les fouilles de Vergina, l'Ancien Testament, Plutarque, Aristote, des cartes de l'Antiquité, des statistiques du début du siècle. Un véritable déluge. Les historiens de Skopje ne veulent pas être en reste et font remarquer que si Aristote a enseigné le grec à Alexandre le Grand, c'est qu'il n'était pas grec. Ils ont aussi rappelé que Démosthène l'avait traité de barbare. Et que Plutarque l'avait entendu jurer en macédonien. « Ce sont des menteurs, des escrocs. Bien sûr qu'Alexandre était macédonien, mais grec macédonien ! », réplique d'un ton définitif Nikolaos Martis. Longtemps considéré par ses collègues du parlement comme un vieux radoteur

de droite, il n'est pas loin, aujourd'hui, grâce à sa défense acharnée de la Macédoine grecque, de passer pour le sauveur de la patrie.

Car toute la Grèce s'est enflammée. En février dernier, à l'appel des partis politiques aussi bien de droite que de gauche, près d'un million de personnes se sont rassemblées à Salonique, capitale de l'ancienne province de la Grèce du Nord brusquement rebaptisée Macédoine. Le gouvernement grec a créé une agence de presse macédonienne et a promis de revoir les manuels d'histoire pour les adapter au goût du jour. Et cet été, sous prétexte de renforcer un embargo jusqu'ici très laxiste contre la Serbie, Athènes a coupé totalement l'approvisionnement en pétrole de la République de Macédoine. « Ils ont pris notre nom, notre drapeau, nous avons coupé le robinet, confirme Stelios Papatthemelis, député socialiste (PASOK) de Salonique. On continuera jusqu'à ce qu'ils cèdent. Il faut absolument casser leurs rêves expansionnistes. » Raisonnablement, la Grèce n'a rien à craindre de ce petit Etat enclavé qu'est la Macédoine. Mais aujourd'hui les fantômes de l'histoire y circulent en plein jour. « Derrière Skopje se cache la Grande Bulgarie... », vous affirme-t-on d'un air profondément convaincu. Et pourquoi la Grèce n'a-t-elle élevé aucune protestation pendant un demi-siècle ? « Parce qu'il y avait Tito, une fédération yougoslave. C'était le rideau de fer. »

Officiellement, Athènes n'est pas hostile à une Macédoine ex-yougoslave indépendante. Ce que les Grecs refusent, c'est qu'elle s'appelle Macédoine. La commission d'arbitrage sur le conflit yougoslave, présidée par Robert Badinter, avait pourtant donné sa bénédiction. Mais après avoir exigé dans un premier temps une simple modification de la Constitution macédonienne – que Skopje s'était empressé de faire –, l'Europe s'est rendue aux pressions d'Athènes et a refusé de reconnaître la République de « Macédoine » tant qu'elle ne se serait pas trouvé un autre nom. Une propagande intense a été faite dans les capitales européennes par des personnalités grecques.

Cet activisme extérieur se double d'un début de répression interne. Il y a six mois, les membres d'un petit groupe de gauchistes ont été condamnés à dix-neuf mois de prison ferme parce qu'ils avaient placardé des affiches en faveur de la reconnaissance de la Macédoine. Pour avoir publié un ouvrage allant dans le même sens, cinq autres personnes sont menacées d'une inculpation pour « haute trahison » et risquent cinq ans de prison. « L'Europe est bien en 1992, mais la Grèce n'est pas tout à fait sortie des années 60 et de l'époque noire de la dictature des colonels. La crise politique, l'angoisse provoquée par la situation économique, les grèves quotidiennes, tout concourt à alimenter la méfiance à l'égard des institutions et à exacerber le réflexe nationaliste », constate Panayotis Ionnadis, avocat au barreau de Salonique.

Pour engager des poursuites contre les mauvais patriotes, l'Etat grec n'a pas hésité à ressortir de vieilles lois de l'époque de la dictature. A l'annonce des procès, près de 200 intellectuels avaient signé une pétition de soutien, au nom de la démocratie et de la liberté d'expression. Aujourd'hui, 155 d'entre eux ont retiré leur signature. Une campagne virulente sur le thème de la « trahison nationale », menée aussi bien à l'université que dans la presse, a eu raison de leur détermination. La Grèce est bien malade.

HENRI GUIRCHOUN

LA PAROLE AUX LECTEURS

Henri Guirchoun s'est rendu en Grèce. Il y a relevé des signes inquiétants de nationalisme. Il a raconté ce qu'il a vu et entendu dans son article « Léonidas, réveille-toi », paru dans notre numéro du 1^{er} octobre. De là quelques réactions, souvent violentes, dont voici des extraits.

Lucien Rioux

Une lettre de Méline Mercuri

M. Henri Guirchoun, l'auteur de l'article, me définit comme l'« égérie du nouveau nationalisme grec ». Et, sous sa plume, ces mots prennent la dimension d'une insulte. Les Grecs sont fiers de leur histoire et aiment leur pays. Peut-on, raisonnablement, les condamner pour cela ? En tant que Grecque, je ne puis que partager ces sentiments. On ne saurait m'accuser, pour autant, de nationalisme !

Lorsqu'on parle de nationalisme — le vrai —, il faut pouvoir déterminer la victime de cette attitude qui implique exclusion et persécution. Or l'attachement des Grecs pour leur pays ne se manifeste aux dépens de personne. C'est un détail que, malheureusement, dans sa hâte de condamner, M. Guirchoun n'a pas pris en considération.

Mon engagement est trop bien connu pour que je puisse être taxée de « dérapage », et dire que j'oublie ce qui se passe chez nos voisins n'est que trop injuste. Tout comme l'est la tentative de M. Guirchoun d'établir un parallèle entre l'inquiétude justifiée des Grecs et « le délire de purification ethnique » qui se manifeste dans des républiques de l'ex-Yougoslavie.

M. M.

Pourquoi pas la Normandie ?

Figurez-vous qu'un jour un autre pays européen, récemment affranchi du totalitarisme, décide d'adopter le nom de... Normandie, par exemple. Et ce parce qu'il juge qu'ainsi son identité nationale sera mieux garantie. Inconcevable, non ? Je sais pourtant que dans le cas de la Macédoine les choses sont plus complexes. La totalité du territoire macédonien recouvre actuellement trois pays : la Bulgarie, la Grèce et la soi-disante Macédoine. Mais je pense que votre collaborateur, en « collant » l'adjectif « nationaliste » sur ce qui se passe en Grèce, a raté l'occasion d'en analyser les causes. Car il ne faut jamais mépriser la fierté nationale d'un peuple.

HELENE TSEREZOLE,
étudiante,
Paris.

Ni Vichy ni la Nouvelle-Calédonie

La petite démocratie (?) issue du démantèlement de la Yougoslavie communiste (Yougoslavie qui a été créée sur la décision des grandes puissances, dont la France, après la guerre de 14-18) est

reconnue non seulement par la Bulgarie et la Turquie mais aussi par la Russie qui l'approvisionne en armements lourds. Par ailleurs, la Turquie lui fournit des instructeurs militaires. (...) Voilà donc le « combat douteux » auquel se livrent M^{me} Mercuri et M. Theodorakis. Pourtant vous n'avez pas traité ainsi M. Chevènement qui défendait la souveraineté nationale lors du référendum. Il est normal que l'armée grecque affirme sa présence dans une région convoitée. Concernant la purification ethnique, sachez que dans l'histoire grecque il n'y a eu ni Vichy, ni Indochine, ni Algérie, ni Nouvelle-Calédonie. Je trouve déplacé de recevoir des leçons d'un pays qui a commis l'attentat du « Rainbow Warrior » et qui s'est opposé par les armes à toute tentative d'indépendance (grotte d'Ouvéa).

CONSTANTIN MOUROUTSOS,
Paris.

Deux poids deux mesures

Vous critiquez M^{me} Mercuri d'avoir eu, dans ses lettres, des « dérapages nationalistes » et de parler de la population de la Grèce du Nord à 100 % grecque, mais vous n'avez rien dit lorsque l'Etat d'Israël a envoyé ses avions chercher les juifs éthiopiens, les Falachas, pour les sauver de la famine qui sévissait dans leur pays en laissant les autres Ethiopiens y mourir de faim.

GEORGES BROULIS,
Athènes.

Quatre mille ans d'histoire

Si la Grèce, qui a signé le traité de Maastricht, a beaucoup de problèmes et du mal à suivre le rythme de l'Europe au niveau économique, c'est parce que c'est un pays qui a beaucoup souffert à travers quatre mille ans d'histoire. On devrait peut-être l'aider en lui donnant le soutien qu'elle mérite, au lieu de lui rendre la tâche toujours plus difficile.

ALICE CALMES,
Paris.

Le bon et le mauvais nationalisme

L'actuel nationalisme grec représente le souci de la défense de la patrie contre ses ennemis et n'oublions pas qu'ils sont nombreux : Bulgares, Turcs, Slaves...

Le nouvel esprit patriotique n'est certainement pas le mauvais nationalisme, le nazisme qui se développe actuellement en France et surtout en Allemagne.

Le nationalisme grec, c'est l'esprit de la vérité, de la démocratie et de la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes.

J. PONLAKOS,
Poissy.

La Communauté européenne en cause

L'article de votre envoyé spécial relate parfaitement la situation en Grèce qui ne peut qu'être

inquiétante. Il est cependant incompréhensible que la Communauté européenne, non seulement tolère une telle montée du nationalisme orchestrée par le gouvernement grec, mais s'aligne sur la position irrationnelle de la Grèce vis-à-vis de la République de Macédoine.

STÉPHANIE LEVAVASSEUR,
Soisy-sur-Seine.

L'ambassade de Grèce proteste

1. Le thème central de l'article semble être la condamnation de ce que l'auteur définit comme « nationalisme grec ». Il y a là une évidente et regrettable confusion entre l'idée de « nationalisme », avec tout ce qu'elle peut comporter d'excessif, et le sentiment d'appartenance à une nation avec une riche histoire. Il est difficile de reprocher aux Grecs de se sentir grecs.

2. L'existence de la seule minorité musulmane en Thrace occidentale est reconnue par la Constitution. Personne ne conteste cependant qu'une communauté juive vit à Thessalonique ou qu'un petit nombre de Grecs utilise aussi d'autres langues et dialectes. Mais il s'agit là de Grecs à part entière que personne ne conteste.

3. En ce qui concerne les relations avec l'ex-République yougoslave de Macédoine, la Grèce qui n'a, bien entendu, aucune revendication à l'égard de cette entité, applique la décision prise lors du Sommet européen de Lisbonne (27 juin 1992), à savoir qu'elle reconnaîtra la nouvelle république lorsque celle-ci aura choisi un nom autre que celui de « Macédoine ». L'utilisation de ce nom est, pour des raisons bien connues de tous, considérée comme un facteur possible de déstabilisation dans la région, parce qu'elle comporte un élément de revendication envers notre pays. Néanmoins, il ne s'agit point d'un « invraisemblable conflit qui se prépare entre Skopje et Athènes », comme l'écrit M. Guirchoun. Bien au contraire. A maintes reprises, la Grèce a fait savoir qu'une fois la reconnaissance acquise sous un autre nom elle entendait coopérer avec le nouvel Etat et participer à son développement.

4. Quant aux manœuvres militaires Philippos, elles se déroulent depuis plus de quinze ans, sous le même nom, chaque année sans interruption, et conformément aux règles établies en la matière par la CSCE, et elles n'ont aucun but d'intimidation.

5. Les « arguments historiques » utilisés par les autorités de Skopje, et reproduits dans l'article, ont été déjà discutés et réfutés par bon nombre de spécialistes — français, entre autres. Il convient, donc, de ne plus y revenir.

6. M. Guirchoun parle de « l'ancienne province de la Grèce du Nord, brusquement rebaptisée Macédoine ». Il y a là une erreur : les deux régions qui composent la Grèce du Nord ont toujours été officiellement appelées « Macédoine » et « Thrace ».

7. L'Agence de presse macédonienne n'a pas été créée par le gouvernement, comme l'écrit